

Ordre du jour :

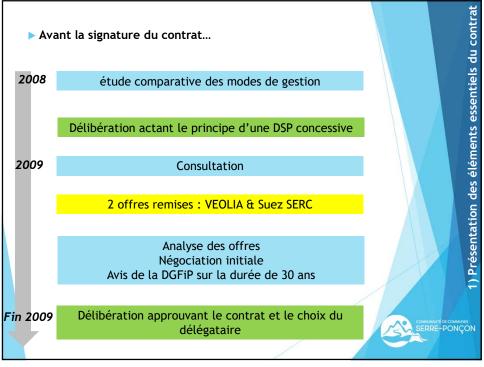
- 1) Présentation des éléments essentiels du contrat
- 2) Organisation du contrôle de la DSP
- 3) Procédure de renégociation

N'hésitez pas à poser vos questions!



Réunion d'information et d'échanges sur le contrat de DSP assainissement





▶ Type de contrat :

Délégation de Service Public (DSP) en mode concession confiée à

○ VEOLIA

<u>Principe d'une DSP</u>: Le délégataire gère le service public sur la base d'un contrat, facture directement aux usagers la redevance, et sa rémunération est liée aux résultats

2 avenants signés:

- 2011: modification d'une opération concessive, attribution d'une subvention, ajout d'un poste de relevage
- 2012 : modifications des conditions de facturation

Durée du contrat :

30 ans (jusqu'au 31/12/2039)

avec avis favorable du Trésorier Payeur Général pour déroger à la durée maximale de 20 ans compte-tenu du programme concessif et de sa durée d'amortissement

5



- Exploitation de 20 stations d'épuration de 50 à 27 000 équivalents-hbts
- · Programme concessif d'investissement :
 - > 7 Stations d'épuration à construire
 - > 5 Stations d'épuration à réhabiliter dont celle des Orres
 - > Environ 30 km d'extension des réseaux de collecte
- Exploitation des réseaux construits par le délégataire (26 km)



1) Présentation des éléments essentiels du contrat

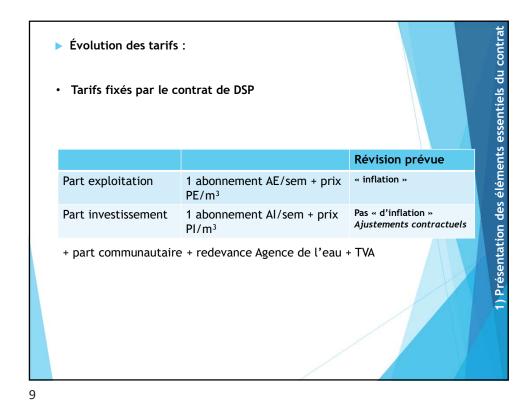
1) Présentation des éléments essentiels du contrat

Programme de travaux neufs :

- Valorisé à 10 M€ HT
- Réalisé à 88 % (en €)
- Travaux restants:
 - Les Orres
 - création STEP « Les Ribes » et raccordement du « Château »
 : prévu 2022
 - > Saint-André d'Embrun
 - « Clozards » : prévu 2021
 - « Siguret + Noiret » : expropriation en cours
 - « Les Celliers » : discussions foncières en cours
 - Extension réseau « Clot Ollivier » : prévu 2021
- · Raisons des retards
 - > Difficultés dans l'acquisition de servitudes
 - > Difficultés dans la maîtrise foncière
 - Nouvelles exigences de l'Administration sur l'état des réseaux de collecte déjà existants
 - > Coordination des travaux avec les extensions du réseau électriquere-ponçon

7

1) Présentation des éléments essentiels du contrat Programme de renouvellement patrimonial des ouvrages : Renouvellement Renouvellement « programmé » « non programmé » Dysfonctionnements fortuits Selon un programme pluriannuel 27 k€/an (actualisé) = renouvellement « patrimonial » 151 k€/an (actualisé) « aux risques et périls de VEOLIA » en fin de contrat : montant des travaux non exécutés versés à la com com $\underline{en\ fin\ de\ contrat}: ouvrages\ remis\ en\ «\ bon\ état\ normal\ d'entretien\ et\ de\ fonctionnement\ »\ (état\ des\ lieux\ prévu\ 1\ an\ avant\ la\ fin)$



• Une augmentation tarifaire « lissée » sur 2010-2019

redevance assainissement pour 120 m³ en € HT

300
250
200
150
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021

part VEOLIA
part com com

• Prévisions 2022 à 2039
Augmentations prévues réduites à « l'inflation »
Extension de la STEP intercommunale d'Embrun non incluse dans le contrat



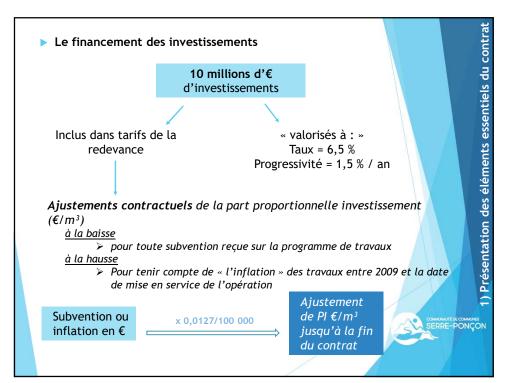
Zoom sur la station d'épuration d'Embrun

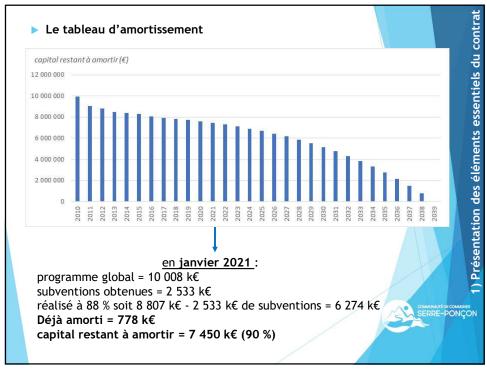
- > date de mise en service : 1991
- Problèmes actuels : performances moyennes et saturation en été
- > schéma directeur du système (réseaux + station d'épuration) en cours
 - → Quels travaux à réaliser sur les réseaux ?
 - → Quelle restructuration pour la station d'épuration ?
- > travaux non chiffrés à ce jour, non prévus au contrat
- Impact vraisemblable sur le prix de la redevance assainissement à terme



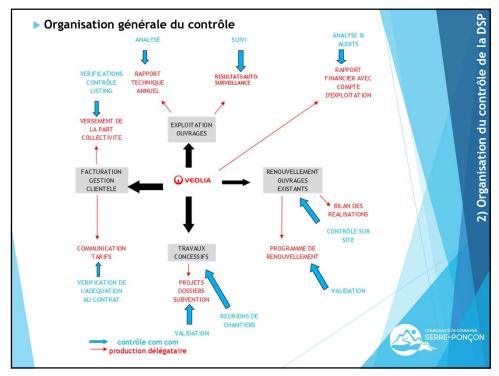
Présentation des éléments essentiels du contrat

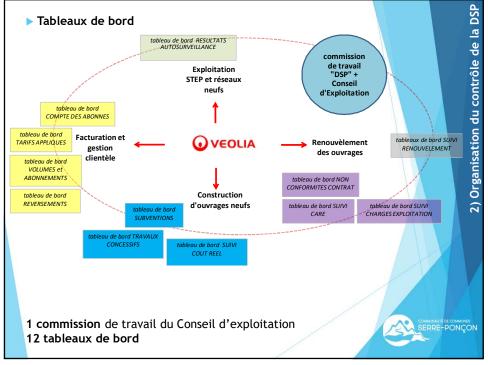
11













Que dit le contrat ?

Art. 53: réexamen du tarif délégataire (part exploitation):

- Tous les 5 ans
- Si variations > 15 % des assiettes moyennes prévisionnelles
- Si actualisation > 20 %
- Si périmètre DSP révisé
- Si modification
 - > Du périmètre de la DSP
 - Des ouvrages
 - > Des conditions d'exploitation
 - > Du programme de renouvellement patrimonial
 - > Des travaux concessifs
- Si évolution > 25 % des taxes
- Si filière d'évacuation des boues modifiée par Administration
- Si délégataire construit un contre de compostage local
- · Si non-exécution des travaux concessifs
- Si évolution > 5 % des primes épuration versées par l'Agence de l'eau



3) Procédure de renégociation

L'audit du contrat

2015 - 2016 : C.C. Embrunais fait réaliser un audit du contrat

Audit du contrat

Expertise de la STEP d'Embrun (état, exploitation, programme patrimonial de renouvellement)

Conclusions de l'audit :

- Contrat « protecteur » des intérêts du délégataire
- Financement des investissements très coûteux
- Marge réelle excessive (masquée par une dégradation artificielle de l'économie du contrat)
- Clause de résiliation dissuasive (en l'état) pour la com com



3) Procédure de renégociation

19

État d'avancement de la procédure de renégociation en cours

13 septembre 2016 : C.C. Embrunais demande la renégociation du contrat à VEOLIA

Novembre 2016 à février 2018 : 5 réunions de renégociation aboutissant à une offre de VEOLIA rejetée par CCSP

Juin 2018 : contre-proposition de la CCSP à VEOLIA avec une baisse de 15 % du tarif

Septembre 2018 : VEOLIA rejette la contre-proposition de la CCSP et demande la constitution de la « Commission Spéciale de Révision »

26 août 2019 : la CCSP actionne officiellement la procédure de « commission spéciale de révision »

3 janvier 2020 : la CCSP saisit le TA de Marseille pour demander de désigner le 3ème expert

27 juillet 2020 : transmission du rapport de la CSR et conclusions prises à « 2 experts contre 1 »

- Rejet de la demande de la CCSP quant à une révision globale du contrat
- Préjudice relatif à l'extinction progressive des primes épuration Agence de l'eau qu'il est demandé de compenser à VEOLIA

25 août 2020 : la CCSP refuse les conclusions de la CSR



3) Procédure de renégociation

